

L'ANCIEN PRÉSIDENT DU GROUPE FRANCE-ALGÉRIE, BERNARD DEROSIER, AU SOIR D'ALGÉRIE :

«L'initiative malheureuse d'un député français a empêché que le traité d'amitié soit signé»

L'ancien président du groupe France-Algérie, Bernard Derosier, membre du Parti socialiste français et ancien président du Conseil général du Nord, revient dans cet entretien qu'il nous a accordé sur les dix années durant lesquelles il a activé au sein de ce groupe à l'Assemblée nationale française. Il estime que les relations entre les deux pays aboutiront tôt ou tard à un traité d'amitié qu'il souhaite voir se concrétiser. Il accuse la droite française d'avoir pris une lourde responsabilité en votant la loi du 23 février 2005, reconnaissant les aspects positifs de la colonisation, laquelle loi, selon notre interlocuteur, a contribué à tendre les relations franco-algériennes. Cette situation, ajoute-t-il, a interrompu un processus qui devait aboutir à la signature d'un traité d'amitié entre nos deux pays dont le principe a été acté par les présidents Chirac et Bouteflika.

Le Soir d'Algérie : Vous avez présidé pendant dix ans le groupe France-Algérie à l'Assemblée nationale française. Quelle a été la motivation derrière la création d'un tel groupe ?

Bernard Derosier : Des groupes d'amitié entre la France et chacun des pays représentés à l'ONU sont organisés à l'Assemblée nationale française. L'Algérie figure parmi ces pays depuis son indépendance. Les députés français sont nombreux à avoir adhéré à ce groupe d'amitié. Ils sont une centaine. Leur motivation est diverse. Certains y voient un moyen de mieux connaître l'Algérie car ils ont dans leur circonscription d'élection des Français d'origine algérienne ou des Algériens qui vivent en France. Pour d'autres, et c'est mon cas personnel, le groupe France-Algérie constitue un lieu d'information et d'action pour renforcer les liens entre nos deux pays.

Pendant plusieurs années, les relations ont été difficiles à établir. En effet, l'Assemblée populaire nationale algérienne ne comptait pas de groupe d'amitié avec la France. C'est réellement à partir de 2002, avec Mohamed Abbou puis avec Belkacem Belabes, tous deux députés de la wilaya de Relizane, que nous avons véritablement développé les relations entre les deux Assemblées nationales.

Avez-vous réalisé les objectifs assignés à ce groupe ? Si ce n'est pas le cas, quels sont les obstacles que vous avez rencontrés ?

Incontestablement, au cours des dix années écoulées, période pendant laquelle j'ai présidé ce groupe, les relations entre les députés algériens et français se sont développées. J'aurais aimé aller plus vite et plus loin, mais la «diplomatie parlementaire» a ses limites. Ce sont les positions respectives des gouvernements des deux



Photo : DR

pays. Ces positions sont motivées par le contexte national et international. Néanmoins, les groupes d'amitiés, tant en France qu'en Algérie, ont tout mis en œuvre pour dépasser les difficultés rencontrées. Nous nous sommes employés, à chacune de nos rencontres, à clarifier les positions de nos gouvernements à partir de discussions franches et toujours positives.

Les relations entre les deux pays ont évolué en dents de scie, notamment sous la présidence de Nicolas Sarkozy. La droite serait-elle responsable de la détérioration des relations entre l'Algérie et la France, notamment après la promulgation de la loi du 23 février 2005 qui glorifie le colonialisme ? Y a-t-il eu une proposition pour l'annuler surtout que le gouvernement algérien a refusé une proposition de loi par les députés en réponse à la loi française ?

La disposition contestable figurant dans la loi du 23 février 2005 et reconnaissant les aspects positifs de la colonisation a été annulée par le Conseil constitutionnel. Elle n'existe donc plus. C'est une bonne chose. En effet, lorsqu'elle a été votée par une majorité de droite, elle a contribué à tendre les relations franco-algériennes.

La droite française a pris une lourde responsabilité en votant cette loi. C'est ce que j'appellais le «contexte national» dans la précédente question. Malheureusement, cette situation a interrompu un processus qui devait aboutir à la signature d'un traité d'amitié entre nos deux pays. Les présidents Chirac et Bouteflika en avaient acté le principe. L'initiative malheureuse d'un député français a empêché que le traité d'amitié soit signé. J'espère qu'on pourra remettre ce projet en discussion.

La décision du président François Hollande de reconnaître la responsabilité de la France dans la répression d'octobre 1961 a été vivement saluée en Algérie. Serait-

ce un prélude à la requête de repentance tant réclamée par Alger ou n'est-elle pas à l'ordre du jour de la visite prévue en décembre du chef de l'Etat français ?

Le président François Hollande, par sa décision historique, a fortement contribué à témoigner, vis-à-vis de l'Algérie et de son peuple, de sa volonté de passer à une autre étape des relations franco-algériennes. La reconnaissance de responsabilité ne signifie pas repentance.

La France a connu avec l'Allemagne, au cours du XX^e siècle, des périodes dramatiques, avec des millions de morts, des comportements inadmissibles de la part des nazis qui préconisaient «la solution finale». Néanmoins, quelques années après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France et l'Allemagne ont signé un traité d'amitié. Je crois possible que cela se réalise entre la France et l'Algérie.

Le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, a fait savoir que la France souhaite conclure «un partenariat stratégique» avec l'Algérie mais pas un «traité d'amitié», que «ne souhaitent pas les Algériens» alors que le ministre délégué aux Anciens combattants, Kader Arif, avait pour sa part dit «espérer que le traité franco-algérien portera le nom de traité d'amitié». Pourquoi de telles contradictions dans les déclarations et pourquoi a-t-on du mal à définir la nature des relations entre les deux pays alors que la volonté d'aller vers une normalisation existe ?

Si la volonté de normalisation existe dans chacun de nos pays, c'est déjà une très bonne chose.

À partir de là, il appartiendra aux gouvernements des deux pays, aux deux présidents, de déterminer la forme concrète de cette normalisation. Je pense personnellement et je souhaite que nous ayons un traité d'amitié. C'est un objectif à atteindre : les groupes d'amitié dans chacune des

Entretien réalisé par Fatma Haouari

Assemblées peuvent y concourir.

Selon vous, ce partenariat stratégique sera effectif dans quels domaines ?

Si c'est un partenariat stratégique qui est retenu, ce sera une première avancée significative. Le travail ne sera pas terminé pour autant.

Le mot «stratégie» a plusieurs définitions. Je retiendrai pour ma part celle qui constitue l'art de coordonner des actions pour atteindre un but. Le but, c'est le traité d'amitié. C'est dire qu'il faudra donner un contenu au dispositif retenu. Je souhaite qu'il porte sur tous les aspects de la vie collective.

Les sujets sont nombreux. Sans en faire une liste exhaustive, on peut imaginer que les domaines économique, social, culturel, éducatif, international figurent dans ce document.

Eu égard à votre expérience en tant qu'ancien président du groupe France-Algérie à l'Assemblée nationale française et votre connaissance de l'Algérie, envisagez-vous de poursuivre vos activités dans ce sens ?

Depuis juin 2012, je ne préside plus le groupe d'amitié puisque je ne suis plus député, après 34 années de vie parlementaire. Cela ne signifie pas que mon vif intérêt pour les relations franco-algériennes a cessé.

Il est évident que j'entends poursuivre des activités qui contribueront à ces avancées que j'appelle de mes vœux. Je participerai notamment aux actions de l'association France-Algérie que préside l'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement.

Dans un autre domaine, j'ai œuvré pour que la wilaya de Relizane et le département du Nord signent un acte de jumelage.

Cette initiative ne se concrétise pas aussi rapidement que je le souhaiterais. J'essaierai donc de le faire évoluer. Si d'autres opportunités se présentent, je les saisirai bien volontiers.

F. H.

Publicité



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
CAISSE NATIONALE DE MUTUALITÉ AGRICOLE

CAISSE RÉGIONALE DE MUTUALITÉ AGRICOLE – SÉTIF
Place du 08 Mai 1945 – Tél : 036-84-37-82 – Fax : 036-93-92-84
NIF : 097219019000142

AVIS DE PROROGATION DE DELAIS APPEL D'OFFRES NATIONAL N°/ 01/2012

Les soumissionnaires intéressés par l'appel d'offres national relatif à l'aménagement du siège de la CRMA de Sétif, paru dans les quotidiens nationaux (El Khabar et Le Soir d'Algérie, le 08 et le 11 octobre 2012), sont informés que la date de dépôt des offres, prévue initialement le 06 novembre 2012, est prorogée au 20 novembre 2012.

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique, le mercredi 21 novembre 2012 à 14h00, au siège de la Direction Générale de la Caisse Nationale de Mutualité Agricole, sise au 24, Bd Victor Hugo, Alger.